

Justice pour Théo

Un contrôle de police se termine pour l'interpeller, par un viol à la matraque et par des propos rapportés comme humiliants et racistes. C'est effrayant et inacceptable ! Il appartiendra à la justice de qualifier la nature de ces violences : les sanctions doivent être exemplaires. Il faudra aussi comprendre les causes qui rendent trop souvent des interventions de police attentatoires aux droits fondamentaux.



Les habitants des quartiers populaires ne sont pas des ennemis dont il faudrait se méfier et tenir à distance. Quelque soit le motif d'interpellation, la dignité de tout être humain doit être préservée si nous ne voulons pas qu'un fossé de haine et de défiance se creuse entre les forces de l'ordre et la jeunesse des quartiers populaires.

Comme l'a fait Pierre Laurent, j'affirme que les violences policières discriminatoires dans les banlieues doivent sortir du déni. Un débat public est absolument nécessaire pour refonder les missions de la police dans ces quartiers.

Fabienne HALOUI, Responsable de la lutte contre le racisme et pour l'égalité au PCF

Que justice soit faite !

C'est avec horreur que nous avons pris connaissance du témoignage de Théo Luhaka, jeune Aulnaysien relatant sa monstrueuse agression par des fonctionnaires chargés d'assurer la sécurité de tout notre peuple. Il dit l'arbitraire, les insultes racistes, la violence ignoble. Les communistes ressentent colère, indignation et condamnent ces actes. Ils assurent de leur soutien Théo Luhaka, la victime de cette agression ainsi que sa famille et tous ceux qui le connaissent. Ils mettent en garde tous ceux qui pourraient essayer de minimiser, amoindrir les faits ou jeter le doute sur ce jeune homme dans le but de défendre l'indéfendable.

L'enquête doit se poursuivre mais, après l'affaire Adama Traoré dans le Val-d'Oise et 12 ans après la traque de Zyed Benna et Bouna Traoré à Clichy-sous-Bois, la question de la formation comme de l'encadrement des policiers ne peut plus être contournée.

On le voit bien, les rapports sont tels aujourd'hui, l'incompréhension et la tension si élevée entre de nombreux jeunes de notre peuple et une part des forces de l'ordre, qu'il faut, au-delà de cette terrible agression, nous donner les moyens de sortir de cela. Pendant le procès de Zyed et Bouna, certains se demandaient pourquoi ils avaient couru pour fuir les forces de Police. Soit pour sous-entendre qu'ils avaient quelque chose à se reprocher, soit pour dessiner une sorte de rapport gendarme et voleur entre les jeunes et la Police. C'était honteux et nous l'avions dénoncé. Que cette nouvelle horreur permette à chacun de prendre en compte la méfiance et la peur qui se sont installées.

Il faut donc renforcer en nombre et en formation les forces de police sur tout le territoire et d'abord dans les endroits où il y en a le plus besoin. Il faut créer une police de proximité de forme nouvelle, attachée à son territoire de travail, à sa population par des liens plus durables et plus étroits. Il faut enfin mettre en place une règle de rapport entre la police et la population qui mette de la norme, qui permette de tracer les actions de la Police, de leur donner transparence et donc légitimité puisque basées sur des comportements clairs et encadrés. Pour cela, les parlementaires communistes ont déposé une loi sur le récépissé de contrôle d'identité afin de lutter contre le fléau que constitue la pratique du contrôle au faciès. Il faut qu'elle soit adoptée et mise en pratique. Ce serait un premier pas

Il est urgent que justice soit faite. Vraiment. Pour toutes et tous. Sur tout le territoire national. Suivant ce principe révolutionnaire et républicain à faire décidément (re)vivre en grand : l'égalité.

Commissions Sécurité, police et commission Discrimination du PCF

